



# Le principe de gouvernement n'est pas la garantie de l'ordre !

Tout gouvernement tend vers l'absolutisme, c'est la formule la plus pure, la plus rationnelle, la plus énergique, la plus franche, et à tout prendre, la moins immorale et la moins pénible pour celui-ci.

Mais l'absolutisme est odieux à la raison et à la liberté ; le prolétaire se révolte dès qu'il en a conscience. La forme d'organisation des gouvernements et le manque d'universalité de leur but les ont fait reculer et suite à des concessions, toutes plus insuffisantes les unes que les autres, l'absurde principe de démocratie, directe, semi-directe ou indirecte, s'est imposé !

Mais que demande l'humanité à ses maîtres ?

- Pourquoi prétendez-vous régner sur moi et me gouverner ?

Et les maîtres répondent :

- Parce que la société ne peut se passer d'ordre ;  
parce qu'il faut dans une société des hommes qui obéissent et qui travaillent, pendant que les autres commandent et dirigent ;  
parce que les facultés individuelles étant inégales, les intérêts opposés, les passions antagonistes, le bien particulier de chacun opposé au bien de tous, il faut une autorité qui assigne la limite des droits et des devoirs, un arbitre qui tranche les conflits, une force publique qui fasse exécuter les jugements. Or, le pouvoir, l'État, est précisément cette autorité discrétionnaire, cet arbitre qui rend à chacun ce qui lui appartient, cette force qui assure et fait respecter la paix. Le gouvernement en deux mots, est le principe et la garantie de l'ordre social : c'est là ce que déclare le bon sens commun.

Cette exposition se répète depuis que l'humain fait société. Elle est la même à toutes les époques, dans la bouche de tous les pouvoirs : on la retrouve identique, invariable dans la bouche des économistes, dans les journaux, chez les républicains, les socialistes, les communistes, les fascistes... Il n'y a de différence que par la mesure des concessions qu'ils prétendent faire à la liberté. Concessions illusoire, qui ajoutent aux formes de gouvernement dites tempérées, constitutionnelles, démocratiques... un assaisonnement d'hypocrisie dont la saveur ne les rend que plus méprisables.

Ainsi le gouvernement se présente comme la condition absolue, *sine qua non*, de l'ordre. C'est pour cela qu'il aspire toujours, et sous tous les masques, à l'absolutisme : en effet, d'après le principe, plus le gouvernement est fort plus l'ordre approche de la perfection. Il y a là un rapport de cause à effet : le gouvernement étant la cause et l'effet serait l'ordre.

Mais ce raisonnement n'en est pas moins faux et sa conclusion de plein droit inadmissible. Le rapport de gouvernement à l'ordre n'est pas du tout, comme le prétendent les chefs d'État, celui de cause à effet, c'est celui du particulier au général. L'ordre, voilà le genre ; le gouvernement, voilà l'espèce. En d'autres termes, il y a plusieurs manières de concevoir l'ordre : qui nous prouve que l'ordre assigné ainsi soit la réponse à la question sociale ?

On invoque, d'un côté, l'inégalité naturelle des facultés, d'où l'on induit celle des conditions ; de l'autre, l'impossibilité de ramener à l'unité la divergence des intérêts !

Eh bien ! démocrates encouronnés, enrubannés de la république, dictateurs de tous bords, voilà ce que nous appelons un problème social : et vous croyez en venir à bout par la tonfa, le LDB40, la grenade GLI-F4 et pourquoi pas le fusil d'assaut comme vous le faites à une certaine époque !

Mais qui donc, pasteurs de l'humanité, vous autorise à penser que le problème de contradiction des intérêts et de l'inégalité des facultés ne peut être résolu ? Et que, pour maintenir cette distinction, naturelle et providentielle, la force est nécessaire, légitime ?

A votre théorie gouvernementale - qui n'a pour cause que votre ignorance, pour principe qu'un sophisme, pour moyen la force, pour buts l'exploitation de l'humanité, le progrès du travail - s'oppose par nos bouches la pratique fédéraliste. Et donc, trouver une forme de transaction qui - ramenant à l'unité la divergence des intérêts, identifiant le bien particulier et le bien général, effaçant l'inégalité de nature par celle de l'instruction - résolve toutes les contradictions politiques et économiques :

- où chaque individu soit également et en même temps producteur et consommateur, citoyen et prince, administrateur et administré ;
- où sa liberté augmente toujours, sans qu'il ait besoin d'en aliéner jamais rien ;
- où son bien-être s'accroisse indéfiniment, sans qu'il puisse éprouver (du fait de la société ou de ses concitoyens) aucun préjudice, ni dans sa possession, ni dans son activité, ni dans ses rapports d'intérêts, d'opinion ou d'affection avec ses semblables.

Cela vous semble impossible à réaliser, voire utopiste, quand vous considérez l'effrayante multitude de rapports que le contrat social doit régler ? C'est pour cela que vous vous jetez dans l'absolutisme, la force !

Mais sachez que si le contrat social peut être résolu entre deux producteurs, il peut être résolu entre des millions, puisqu'il s'agit du même engagement ! Votre raison d'impuissance ne subsiste donc pas : elle est ridicule et vous rend inexcusables.

En tous cas, hommes de pouvoir, voici ce que vous dit le producteur, le prolétaire, l'esclave, celui que vous aspirez à faire travailler pour vous : je ne demande le bien ni la fortune de personne, et je ne suis pas disposé à souffrir que le fruit de mon labeur devienne la proie d'un autre, je veux aussi l'ordre, autant et plus que ceux qui le troublent par leur prétendu gouvernement ; mais je le veux comme un effet de ma volonté, une condition de mon activité et une loi de ma raison. Je ne le subirai jamais venant d'une volonté étrangère à moi et m'imposant pour conditions préalables la servitude et le sacrifice.

**Prolétaires de tous les pays fédérons-nous,  
et la révolution espagnole qui a éclos le 19 juillet 1936  
refleurira de ses cendres**

**La plus haute idée de l'ordre c'est... l'anarchie !**

*(Élisée Reclus)*

*Syndicat intercorporatif de Montpellier CNT-AIT*

---

Le Syndicat Intercorporatif de Montpellier, CNT-AIT, est une organisation anarchosyndicaliste, fédéraliste et internationaliste, pratiquant la gestion directe. Ses moyens sont l'action directe (grève, boycott, sabotage du bénéfice patronal...) et l'entraide. Son but est de contribuer à l'émergence d'une société communiste anarchiste.

Pour nous contacter et recevoir gratuitement deux exemplaires de notre presse :

**Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT – BP 41176 – 34009 Montpellier cedex 1**

**contact@cnt-ait-montpellier.org**

<http://www.cnt-ait-montpellier.org/> - Confédération Nationale du Travail : <http://www.cnt-ait-fr.org/>